

Laurent Tessier

**La défense de l'idéal sioniste au Canada, point de
rencontre entre Juifs et chrétiens 1939–1947**

Abstract

In the early 1940s, the Canadian Jewish Zionist organizations, whose activities were essentially focused on the Jewish community and fundraising for Jewish settlement in Palestine, decided to reorient their strategy and establish a real public relations policy. The priority was to find support among the Canadian population so that parliamentarians and the Canadian government would put pressure on London to end the migration restrictions on persecuted European Jews to Palestine. Canadian Jewish Zionists found singular support among a few English-speaking Christian compatriots whose familiarity with the biblical stories nurtured a certain sympathy for their cause. Two organizations made up of "non-Jewish Zionists" were created to channel their support: the Canadian Palestine Committee and the Christian Council for Palestine. The study of their archives highlights the moral and political arguments put forward by those designated as "Christian Zionists." The antagonistic portraits of the Jew and the Arab that are revealed in their speeches betray both their imperialist projections and the paradoxical absence of a true dialogue between Jews and Christians in Canada.

Résumé

Au début des années 1940, les organisations sionistes juives canadiennes dont les activités sont essentiellement tournées vers la communauté juive et la récolte de fonds en faveur d'une implantation juive en Palestine, décident de réorienter leur stratégie et d'établir une véritable politique de relations publiques. La priorité est alors de trouver un appui au sein de la population canadienne afin que les parlementaires et le gouvernement canadien fassent pression sur Londres pour mettre fin aux restrictions migratoires à l'égard des Juifs d'Europe persécutés en direction de la Palestine. Les sionistes juifs canadiens trouveront un soutien singulier parmi quelques compatriotes chrétiens anglophones dont la familiarité avec les récits bibliques nourrit une certaine sympathie à l'égard de leur cause. De la volonté de canaliser leur soutien naîtront deux organisations composées de « sionistes non juifs » : le Canadian Palestine Committee et le Christian Council for Palestine. L'étude de leurs archives met en lumière l'argumentaire moral et politique mis en avant par ceux qui sont désignés comme des « sionistes chrétiens ». Les portraits antagonistes du Juif et de l'Arabe qui se dévoilent à travers leurs discours trahissent aussi bien leurs projections impérialistes que l'absence paradoxale d'un véritable dialogue entre Juifs et chrétiens au Canada.

« *In the year that followed [Lazarus Cohen et Henry Wentworth Monk], Canadian Jew and Gentile contributed to the fulfillment of the Zionist ideal and the re-establishment of a Jewish State, the Jew with his material means, the Christian with his moral sustenance.*¹ »

C'est par ces mots que Bernard Figler (1900–1980), sioniste engagé et figure importante de la communauté juive canadienne², introduit son *History of the Zionist Ideal in Canada*. Publié dans le *Canadian Jewish Chronicle* en novembre 1961, ce texte d'une douzaine de pages est l'un des premiers à esquisser une histoire du mouvement sioniste canadien. En érigeant les parcours de vie singuliers de Lazarus Cohen (1848–1914) — « le Juif de Montréal » — et de Henry Wentworth Monk (1827–1896) — « le chrétien d'Ottawa » — au rang de symboles de la foi de certains Canadiens juifs et gentils dans le « retour messianique du peuple juif à Sion », B. Figler met en avant la précocité de l'engagement sioniste au Canada. Et cela, avant même le premier congrès sioniste en 1897 à Bâle (Suisse) qui marque l'avènement du sionisme politique moderne. Mais plus encore, en soulignant ainsi la part active jouée par des chrétiens canadiens dans l'essor et la promotion du sionisme au Canada, il inscrit le développement de l'idéal sioniste dans une histoire commune entre Juifs et chrétiens³.

Cette reconnaissance du rôle joué par quelques chrétiens — des « chrétiens sionistes » — peut paraître surprenante à plusieurs titres. En effet, le sionisme, mouvement politique laïcisant et socialisant — telle était la tendance majoritaire en son sein jusque dans les années 1960 — est l'expression d'un nationalisme juif dont la motivation première était d'établir un foyer national juif. De plus, cet idéal d'État-nation, inspiré par le Printemps des peuples européens du milieu du XIX^e siècle, est marqué par la volonté d'une partie des Juifs d'Europe orientale de s'émanciper de la condition historique et minoritaire des Juifs à travers le monde, et d'échapper aux politiques et aux persécutions antisémites perpétrées au sein de sociétés européennes très majoritairement chrétiennes. C'est d'ailleurs ce fait majoritaire chrétien — culturel et politique — qui a contribué en partie, par la diffusion d'un antijudaïsme religieux ancien, à nourrir un terreau favorable au développement d'un racisme antisémite au cours du XIX^e siècle, en Europe et en Amérique du Nord⁴. Ainsi, l'importance du soutien de chrétiens canadiens à la promotion du sionisme contraste-t-elle singulièrement avec les relations judéo-chrétiennes, souvent teintées — à cette époque et pour de longues décennies encore — de méfiance, d'ignorance et de haine⁵ : « Pour les Juifs, venant de pays européens où ils étaient l'objet de persécution et d'abus, qui peut bien décrire à quel point cela pouvait leur être doux et apaisant d'entendre des paroles amicales et bienveillantes de la part de leurs compatriotes chrétiens⁶ ».

La défense du sionisme apparaît donc ici comme un point de rencontre ou même de convergence entre Juifs et chrétiens, du moins pour une partie d'entre eux comme nous le verrons plus loin. D'autres auteurs, également canadiens, vont jusqu'à évoquer l'idée d'un véritable « partenariat ». C'est notamment le cas de David W. Sch-

midt, docteur en histoire du Moyen-Orient, dont l'ouvrage *Partners Together in This Great Enterprise*⁷ doit son titre à un discours de Lord Balfour prononcé en 1920 devant la *English Zionist Federation* à Londres. Ce dernier y exprimait son désir de voir les chrétiens sionistes britanniques jouer un rôle actif aux côtés des Juifs sionistes : une condition selon lui *sine qua non* pour l'accomplissement du rêve sioniste⁸. Dans un registre plus critique, Stephen Scheinberg⁹, professeur émérite d'histoire des États-Unis (Université Concordia), qualifie quant à lui les dirigeants juifs conservateurs de B'nai Brith Canada et ceux de la droite religieuse chrétienne canadienne¹⁰ de « Partners for Imperium¹¹ », soulignant de ce fait l'alliance politique qu'ils ont établie durant les mandats de Stephen Harper (2006–2015). Ainsi, ce motif de « co-entreprise » ou de « partenariat » entre chrétiens et Juifs sionistes laisse entrevoir une certaine continuité dans l'évolution du mouvement sioniste depuis la fin du XIX^e siècle.

Au Canada, le sionisme est en partie redevable de la contribution de certains chrétiens. B. Figler relève en ce sens que « depuis la 5^e Convention sioniste, qui s'est tenue à Toronto en 1906, et lors des Conventions suivantes, le point fort des Conventions a été la présence d'éminents chrétiens représentatifs — professeurs, maires, ministres des cabinets provinciaux et fédéraux et Premiers ministres des provinces, parlant au nom de leurs gouvernements¹² ». S'il s'agit, dans les premières années, de personnalités engagées indépendamment les unes des autres, un mouvement chrétien sioniste canadien commence à prendre forme à partir du début des années 1940. L'impulsion en est donnée par les principales organisations sionistes juives canadiennes elles-mêmes, réunies au sein de l'*United Zionist Council* (UZC) et au travers duquel elles se sont dotées d'une « politique de relations publiques » ambitieuse : réunir des élites chrétiennes de divers horizons — principalement protestantes et canadiennes-anglaises — afin de susciter, au sein de l'opinion publique, une sympathie à l'égard de la cause sioniste¹³. Cette politique se concrétise, à partir de 1943, par la création de deux comités pro-sionistes non juifs : le *Canadian Palestine Committee* (CPC) et le *Christian Council for Palestine* (CCP).

Dans cet article nous nous efforcerons d'analyser, en reprenant les termes de la symbolique « division du travail » offerte par B. Figler — une contribution complémentaire des Juifs (matérielle/logistique) et des chrétiens (morale) — les ressorts et les aboutissants de cette logique de partenariat en faveur du sionisme au Canada de 1943 à l'été 1947, la veille de l'adoption du plan de partage de la Palestine à l'ONU. Pour ce faire, nous présenterons la mise en place institutionnelle du CPC et du CCP à l'initiative des sionistes juifs canadiens. Puis, à partir des fonds d'archives conservés aux *Archives juives canadiennes Alex Dworkin* et aux *Archives nationales du Canada*¹⁴, nous étudierons la nature même de l'argumentaire tenu par les sionistes chrétiens en faveur de l'idéal sioniste. Dans un premier temps, un retour sur quelques éléments de contexte sur la période qui précède directement la mise en place de ces deux organisations s'impose.

I. 1939–1943, l’instauration d’une stratégie sioniste de relations publiques : un tournant politique pour le sionisme juif canadien

Au Canada, durant la Seconde Guerre mondiale, le *United Zionist Council* (UZC) — une émanation des principales organisations sionistes canadiennes — coordonne le lobbying politique dont l’objectif premier est de sensibiliser l’opinion publique canadienne, très majoritairement non juive, à la cause sioniste. Grâce au soutien de l’opinion, les sionistes juifs espèrent pouvoir s’assurer du soutien du gouvernement canadien pour que, dans un second temps, ce dernier appuie leurs revendications — la levée des restrictions de l’immigration juive en Palestine⁵ et la création d’un foyer national juif — auprès du Royaume-Uni qui est alors mandaté, depuis 1922, par la Société des Nations (SDN) pour administrer la Palestine. Il convient de préciser que si l’État canadien acquiert sa pleine souveraineté internationale au sortir de la Grande Guerre — entérinée par le statut de Westminster de 1931 — les liens avec le Royaume-Uni restent très étroits, notamment sur les plans culturels et diplomatiques. Peser indirectement sur le gouvernement britannique est donc un objectif central du lobbying sioniste au Canada durant cette décennie.

Au cœur de cette politique de relations publiques se distingue une stratégie — déjà promue à l’échelle internationale par le sionisme diplomatique⁶ de Théodore Herzl (1860–1904) — qui consiste à cibler les élites politiques et religieuses nationales, en l’occurrence chrétiennes, considérées comme un relais d’influence auprès de l’opinion publique et du gouvernement canadien. Deux organisations sont alors mises en place et financées par l’UZC pour canaliser les forces de ce soutien chrétien au sionisme : le *Canadian Palestine Committee* et le *Christian Council for Palestine*.

Avant d’aborder plus directement la mise en place de ces deux comités, il est nécessaire de poser quelques éléments de contexte pour mieux saisir ce qui pousse les sionistes juifs canadiens à s’appuyer sur quelques-uns de leurs compatriotes chrétiens à partir des années 1930.

Depuis le début du siècle, la population juive canadienne soutient très majoritairement le sionisme. Contrairement à ce qui peut être observé du côté des Juifs américains, il n’existe alors donc pas, au sein de la communauté juive canadienne, de division notable entre pro et antisioniste⁷. Le sionisme canadien n’en est pas moins traversé par des courants idéologiques divers : des travaillistes et laïques aux sionistes révisionnistes⁸, en passant par les sionistes religieux orthodoxes affiliés au Mizrachi⁹. L’historien David J. Bercuson note cependant que dans les années 1930, la *Zionist Organizations of Canada* (ZOC), principale organisation sioniste canadienne, occupait une position intermédiaire entre la droite et la gauche politique, et promouvait un

sionisme au-dessus de toute idéologie partisane et de toute affiliation religieuse²⁰.

Cet engouement pour le sionisme est aussi partagé, de longue date, par certains chrétiens. À tel point que plusieurs historiens juifs canadiens défendent l'idée que des protestants Canadiens anglais ont « pavé la route » au sionisme politique juif au Canada²¹ en s'appuyant notamment sur une culture biblique largement partagée dans le monde protestant anglo-saxon. Cette culture est porteuse de représentations structurantes qui contribuent à nourrir un engagement précoce en faveur du sionisme, sinon une sympathie à l'égard des Juifs : non seulement, les Juifs contemporains sont associés — parfois même confondus — avec la figure familière du peuple hébreu de la Bible, mais plus important encore, on peut constater une identification idéalisée de certains blancs anglo-saxons protestants au récit mythique du peuple hébreu, pouvant ainsi donner naissance à un sentiment d'appartenance à une forme de société supérieure — et même à une race/peuple élu dont l'Empire britannique et le peuple anglo-saxon-celte seraient la parfaite réalisation²². Quelques chrétiens canadiens ont activement défendu l'idée de restauration d'un État juif²³, avant même Théodore Herzl (1860–1904) ou encore Clarence de Sola (1858–1920), figure pionnière du sionisme au Canada. Cette culture biblique associée à la conscience vive des persécutions contre les Juifs en Russie au cours du XIX^e siècle, et par la suite, au sentiment de culpabilité face à la Shoah, a pu contribuer à nourrir chez certains chrétiens une sympathie plus prononcée envers le projet sioniste²⁴.

Pour autant, le Canada n'est pas épargné par l'antisémitisme, au Québec comme dans le Canada anglais²⁵. Outre l'antijudaïsme religieux, l'hostilité envers les Juifs est alimentée par un catholicisme québécois fortement opposé au communisme athée, auquel les Juifs sont associés, la plupart étant des immigrants venus d'Europe de l'Est entre 1904 et 1914. Michael Brown avance un autre facteur de nature sociopolitique pour expliquer une certaine haine des Juifs, notamment dans le Canada anglais. La société canadienne — ses élites et ses institutions — a longtemps entretenu une gradation raciale dont le sommet était occupé par une population blanche, anglo-saxonne-celte et protestante, et la base par ceux qui ne pouvaient être considérés comme assimilables et égaux aux citoyens canadiens : les Noirs, les Asiatiques et les Juifs. Durant cette période qui s'étend jusqu'aux années 1960, l'« approche de la vie publique signifiait qu'il n'y avait pas de place légitime, du moins théoriquement, pour les non-chrétiens²⁶ ». Difficile dans ce contexte, conclut M. Brown, de voir émerger l'idée d'une nationalité canadienne intégratrice, à l'image de la nation « melting-pot » américaine, qui aurait pu englober la population juive sans pour autant l'homogénéiser²⁷.

En outre, en l'absence d'un establishment juif bien intégré dans la société et la culture canadiennes, comme cela était davantage le cas aux États-Unis, la population juive canadienne s'est globalement tournée vers le sionisme²⁸. Pour preuve, les premières

organisations communautaires juives qui parviennent à établir dès les années 1910 un maillage sur l'ensemble du vaste territoire canadien et ainsi à créer une dynamique juive nationale sont des organisations sionistes. Tel est le cas de la *Federation of Canadian Zionist Societies*, fondée en 1899²⁹, mais aussi du Congrès juif canadien, l'une des principales organisations représentatives juives du pays, créé en mars 1919 dans la suite de l'impulsion donnée au mouvement sioniste par la déclaration Balfour (1917). « Ironiquement, c'est le sionisme, avec ses visées au-delà des frontières du Canada, qui a d'abord "réussi à unir les Juifs canadiens"³⁰ », en conclut M. Brown.

L'antisémitisme et l'intégration relative de la population juive canadienne, par ailleurs peu nombreuse³¹, ont lourdement pesé sur les activités de lobbying qui sont restées discrètes, prudentes et sans réelle pression durant les années 1920–1930 : « Le lobbying devait se faire par l'intermédiaire d'amis à la cour, Juifs ou autres, et devait être entrepris de manière à ne pas focaliser l'attention sur la communauté juive et à ne pas risquer d'être mal accueilli dans un pays majoritairement chrétien.³² » Malgré cela, et en dépit de leur déception à l'égard des restrictions émises par l'administration britannique au sujet de l'immigration juive en Palestine, « les Juifs du Canada avaient appris à avoir foi dans le sens britannique du fair-play, de la justice envers les minorités, et admiraient l'égalité de statut des dominions dans le Commonwealth britannique³³ ». Si bien qu'en 1941, « la *Canadian Zionist Convention* a adopté une résolution demandant instamment que la Palestine devienne un dominion du Commonwealth britannique³⁴ ». Cette revendication, en vertu d'un principe d'impérialisme britannique, est très présente dans les écrits sionistes chrétiens canadiens depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Malgré cette loyauté des Juifs canadiens à l'égard de l'empire, le gouvernement canadien dirigé par le premier ministre libéral Mackenzie King (1935–1948) se montre particulièrement réticent vis-à-vis de la « question juive » du point de vue national et de la « question palestinienne » en matière internationale. Pierre Anctil souligne d'ailleurs que, plus encore que de l'antisémitisme véhiculé par les médias au sein de la population, « la plus grande menace à l'endroit des intérêts juifs émergea plutôt du côté des bureaucrates anglophones fédéraux qui s'opposaient farouchement à l'immigration juive, quelle que soit sa provenance³⁵ ». Les années 1930 sont en effet marquées par une politique restrictive en matière d'immigration juive au Canada³⁶ alors même que la survie des Juifs d'Europe était en péril. *None is Too Many*³⁷, titre d'un ouvrage paru en 1982 — et expression maintes fois reprise depuis — résume à lui seul cette politique. En 1939, le refus du gouvernement King d'accueillir le paquebot allemand « M.S. St Louis » avec à son bord plus de neuf cents réfugiés juifs européens est un fait historique emblématique de cette politique et reste, aujourd'hui encore, profondément ancré dans la mémoire canadienne³⁸. Renvoyés en Europe, près de deux-cent-cinquante d'entre eux seront capturés par les nazis et mourront assassinés dans les camps d'extermination.

Malgré cela et en dépit des revendications des organisations sionistes juives canadiennes, le premier ministre canadien est resté silencieux au sujet des restrictions britanniques à l'égard de l'immigration juive en Palestine jusqu'en 1943³⁹. Pour David Bercuson, l'attitude de Mackenzie King était essentiellement motivée par la défense des intérêts nationaux canadiens : « King admirait beaucoup les Britanniques et était prêt à suivre leur leadership sur de nombreuses questions internationales, en particulier celles qui ne touchaient pas directement le Canada. En même temps, cependant, il était déterminé à maintenir l'autonomie nouvellement acquise par le Canada contre ce qu'il croyait être le désir constant de la Grande-Bretagne de recréer l'empire centralisé d'autrefois⁴⁰ ». King n'en restait pas moins convaincu que le Canada n'avait que peu d'intérêts au Moyen-Orient — commerciaux ou stratégiques — et, par conséquent, aucune raison impérieuse de s'y engager.

C'est contre cette politique de non-engagement⁴¹ de la part du gouvernement canadien que s'est cristallisée, dans les années 1940, la mise en place d'une véritable politique sioniste de relations publiques prenant appui sur des personnalités chrétiennes.

II. Canaliser la sympathie de compatriotes chrétiens pour la cause sioniste : l'exemple du *Canadian Palestine Committee* et du *Christian Council for Palestine*

À partir de 1940, rompant avec la discrétion et la prudence qui étaient jusqu'alors de mise, les organisations sionistes juives canadiennes — la *Zionist Organisation of Canada* (ZOC), principale organisation sioniste du Canada, le *Labour Zionist Movement of Canada*, et le *Mizrachi Hapoel Hamizrachi Organization of Canada* — à l'exception notable des représentants du courant révisionniste, instaurent le *United Zionist Council* (UZC) et élaborent une réflexion commune autour d'une stratégie de lobbying clairement assumée ciblant les non-Juifs⁴². À partir de ce moment, sous l'impulsion de Samuel Zacks, leader de la ZOC, « les relations publiques deviennent la principale activité des sionistes⁴³ ». Ces derniers concentraient depuis les années 1920, de manière « quasi obsessionnelle⁴⁴ », l'essentiel de leurs efforts sur la récolte de fonds afin de soutenir les Juifs souhaitant faire leur alyà ou aider directement au développement des implantations juives en Palestine. En 1943, le *Pro-Palestine Committee* de l'UZC, chargé de la mise en place de cette nouvelle politique de relations publiques, annonce la création conjointe de deux comités : le *Canadian Palestine Committee* (CPC) et le *Christian Council for Palestine* (CCP). Ces deux nouveaux comités, majoritairement composés de protestants anglophones — des laïcs pour le premier, et exclusivement des membres du clergé pour le second — ont été fondés sur le modèle de ce qui existait déjà en Grande-Bretagne avec le *Pro-Palestine Parliamentary Committee*, ainsi qu'aux États-Unis depuis 1932, avec l'*American Palestine Committee* et le *Christian Council on Palestine*⁴⁵.

Si de nouveaux noms viennent progressivement s'ajouter aux listes des membres des deux comités, ce n'est qu'en janvier 1944 que l'UZC présente devant la ZOC les deux personnalités recrutées pour diriger ces comités ; preuve d'une certaine difficulté à trouver des individus influents parmi les non-Juifs qui manifestent une sympathie à l'égard du projet sioniste. Henry F. Janes, consultant en relations publiques à Toronto, est chargé du CCP⁶⁶ ainsi que du recrutement de personnalités religieuses⁴⁷ ; le CPC qui constitue le comité principal de la nouvelle stratégie sioniste est placé, quant à lui, sous la responsabilité d'Herbert Angus Mowat (1893–1975), très investi au sein de l'Église anglicane, lui aussi versé dans le domaine des relations publiques et reconnu pour ses talents d'orateur. Tous deux sont rémunérés par l'UZC et deviennent, à ce titre, responsables devant lui. Un an après, en janvier 1945, ce duo de tête est complété par l'arrivée de Sir Joseph Ellsworth Flavelle (1892–1977), membre influent de l'élite financière de Toronto, qui prend la présidence du CPC. À partir de septembre 1945, E. Flavelle et H. Mowat élargiront la portée des activités du CPC bien au-delà des frontières canadiennes en prenant la tête du *World Committee for Palestine* (WCP⁴⁸), à New York. Pendant près de deux ans, soit « dans les jours fatidiques qui ont précédé la création de l'État [d'Israël], lorsque la première session d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies a été convoquée en mai 1947 sur la question de la Palestine⁴⁹ », H. Mowat, second d'E. Flavelle, occupera un bureau à New York pour le WCP.

L'objectif de la ZOC au moyen de ces deux comités est clair : susciter au sein de l'opinion publique canadienne, surtout sa part anglophone⁵⁰, une position favorable à la quête d'un foyer national en Palestine. Encore faut-il établir un discours qui soit susceptible de remporter la sympathie des « non juifs » — ainsi sont-ils désignés par les sionistes juifs, plutôt que chrétiens — à la cause sioniste. Quels sont ces arguments ? Faisant appel à l'élite canadienne chrétienne, on pourrait s'attendre à ce qu'ils soient de nature religieuse, avec l'emploi de références bibliques communes. Mais ce n'est pas le cas. L'argumentaire est essentiellement de nature politique et diplomatique. Un document non daté et non signé, intitulé « *A Proposal for a Canadian Palestine Committee* », en restitue les grandes lignes : « outre les raisons humanitaires, l'importance politique de la Palestine devra également être prise en considération. (...) Il est évident qu'un tel Commonwealth préserverait ses liens avec l'Empire britannique et pourrait, en fait, devenir l'un de ses membres constitutifs⁵¹. »

En somme, dès la proposition de création du comité, il ne sera aucunement question de défendre une partition de la Palestine — et cela jusqu'à l'été 1947. S'opposer à un tel projet est de rigueur. De même, il n'est pas envisagé de fonder un État juif pleinement souverain, comme les sionistes américains l'ont promu à partir de 1942, mais plutôt d'instaurer un dominion juif au sein de l'Empire britannique, avec les mêmes statuts et droits que le Canada. Dans les faits, selon l'analyse de D. Bercuson, auteur d'un ouvrage de référence sur le rôle du Canada dans le processus de création de l'État d'Israël, « le travail de relations publiques des sionistes au Canada a pratique-

ment ignoré la déclaration de la conférence Biltmore [1942]⁵². Les sionistes canadiens ont continué à se concentrer sur le Livre blanc et les questions humanitaires qui y sont liées afin de convaincre le gouvernement canadien d'aider à faire pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle abandonne le Livre blanc [de 1939]⁵³. Contrairement à la posture adoptée par le gouvernement King, les sionistes canadiens, Juifs comme chrétiens, estiment qu'en tant que signataire du mandat remis par la Société des Nations (SDN) à la Grande-Bretagne qui prévoyait dans son article deux « l'établissement d'une patrie nationale juive⁵⁴ », le Canada se doit d'être directement engagé dans le règlement de la « Question de Palestine »⁵⁵. Plus encore, l'autorité de la mission du CPC émane selon eux de la déclaration Balfour de 1917, interprétée par les sionistes comme une promesse — en écho à la promesse divine faite à Abraham et à ses descendants — et comme une chance donnée aux Juifs, par la Grande-Bretagne, de devenir la majorité dans ce pays⁵⁶.

C'est donc autour de cet objectif principal, humanitaire et diplomatique que la politique de relations publiques menée par le *United Zionist Council* et le *Canadian Palestine Committee* s'est intensifiée [en 1944-1945] « avec des discours à travers tout le pays, des allocutions à la radio, des déjeuners, la distribution de littérature⁵⁷ et des démarches personnelles auprès d'éminents Canadiens les invitant à rejoindre le CPC⁵⁸ ». Ainsi, des listes de personnalités — notamment des membres du parlement, des professeurs d'université, des éditeurs de presse⁵⁹ — sont établies dans le but de fonder des branches du comité à travers tout le Canada. Herbert Mowat et Ellsworth Flavelle en sont les principaux porte-paroles. Pour renforcer leurs actions, ils n'hésitent pas à convier des membres des communautés juives locales lors de leurs déplacements.

Il faut cependant noter que jusqu'à la fin de l'année 1944, la ZOC et le CPC ne se sont que peu intéressés au Québec catholique où, selon ses dirigeants, l'antisémitisme plus présent que dans le Canada anglais nourrissait un contexte hostile à la défense de leurs revendications⁶⁰. Néanmoins, Harry Batshaw, dirigeant l'UZC, avec l'aide de David Rome, premier attaché de presse du Congrès juif canadien, est parvenu à approcher Paul Guerin, journaliste de *la Presse*, et à définir avec lui une campagne discrète auprès d'un certain nombre de Québécois préalablement ciblés. H. Batshaw craignait par ailleurs que l'antisémitisme des Canadiens français ne serve de motivation à soutenir le départ des Juifs en Palestine. Un phénomène que T. Herzl lui-même avait identifié dans son journal intime comme un possible atout pour l'accomplissement du projet sioniste.

III. L'argumentaire moral des non-Juifs canadiens dans leur défense de l'idéal sioniste

Après avoir vu comment les organisations sionistes juives canadiennes ont cherché à canaliser, du moins en partie, la sympathie de certains de leurs compatriotes chrétiens au sein du CPC et du CCP, penchons-nous maintenant sur les arguments moraux ou la « subsistance morale » de ces derniers, pour reprendre les mots de B. Figler. À cette fin, nous nous sommes appuyés sur trois discours prononcés par Sir Ellsworth Flavelle, président du CPC, devant la ZOC et le *Montreal Canadian Club*, entre juin 1945 et mars 1947. Ces discours ont été publiés et diffusés par le CPC, et des exemplaires sont conservés aux Archives juives canadiennes Alex Dworkin (Montréal).

La question palestinienne : un « challenge » moral et humanitaire

« Quel intérêt peut avoir un non-Juif à traiter la question de Palestine ? ». C'est l'une des premières questions auxquelles les représentants du CPC sont confrontés lors de leurs rencontres avec leurs coreligionnaires. Ellsworth Flavelle y répond sans hésitation : il s'agit d'un défi d'ordre moral et humanitaire. À ses yeux, la « question palestinienne » n'est plus une « question » en tant que telle depuis qu'elle a été réglée par la Déclaration Balfour. Mais, parce que cette promesse a été bafouée et reniée par le livre blanc de 1939, la Palestine représente désormais un « challenge⁶¹ ». En tant que chrétien et citoyen canadien, agir en faveur de la cause sioniste est pour E. Flavelle une obligation morale, autrement dit : agir au nom du sens commun de la justice, respecter une promesse d'engagement (Déclaration Balfour et signature du mandat britannique en Palestine) et plus largement prendre ses responsabilités vis-à-vis de la société humaine. E. Flavelle appuie son propos par la citation d'un discours (non daté) sur la question de Palestine de William Temple, archevêque de Canterbury (1942-1944), fondateur du *Council of Christians and Jews*, devant la Chambre des Lords :

Le prêtre et le lévite de la parabole⁶² n'étaient pas le moins du monde responsables des blessures du voyageur qui se trouvait là, au bord de la route, et ils avaient sans doute beaucoup de choses urgentes à faire, mais ils sont le portrait de ceux qui sont condamnés pour avoir négligé l'occasion de faire preuve de responsabilité. Nous sommes à la barre de l'histoire, de l'humanité et de Dieu.⁶³

Considérant le traitement de la « question juive » à travers le monde, E. Flavelle désigne la Russie tsariste et l'Allemagne nazie comme des contre-exemples moraux. Tous deux connus pour le sort cruel qu'ils ont réservé à leur population juive, leur effondrement doit être appréhendé, selon lui, à l'aune de leur immoralité. « Nous

sommes convaincus, martèle E. Flavelle, que la qualité de la citoyenneté d'un pays est directement proportionnelle au traitement que ce pays réserve à son groupe minoritaire ». De ce fait, conclut-il, « le traitement décent et juste des Juifs est l'épreuve de vérité de l'humanitarisme d'une nation⁶⁴ ».

La défense morale des intérêts impérialistes britanniques

Si les motifs moraux et humanitaires sont présentés comme primordiaux pour l'engagement sioniste d'un non-Juif, l'essentiel du discours porté par le CPC s'articule autour d'arguments moralistes et politiques en faveur de l'impérialisme britannique⁶⁵. En l'occurrence, il ne s'agit nullement de se demander quel droit, tant sur le plan moral que légal, la Grande-Bretagne avait de promettre le territoire d'un autre peuple à un tiers, mais bien davantage, de souligner qu'il est d'autant plus moral de soutenir politiquement le sionisme que, par nature, mais aussi pour les intérêts de l'Empire britannique — dont le Canada est un membre éminent —, le Juif est bon et l'Arabe est mauvais.

Ainsi, les portraits du Juif et de l'Arabe qui ressortent des discours d'E. Flavelle, rendent compte du caractère systématique, manichéen et raciste de l'opposition entre ces deux peuples. Le tableau ci-dessous⁶⁶ permet de confronter plus directement les représentations du Juif et de l'Arabe sur la base de trois principaux critères de comparaison — établis par l'auteur lui-même : l'identité, le rapport à la terre et le degré de loyauté à l'égard de l'Empire britannique.

	Juif	Arabe
Identité	<p>« Un nouveau type de personne »</p> <p>« L'homme nouveau a déjà créé de nouvelles villes »</p> <p>Aucune référence aux Juifs du vieux Yishouv [avant 1881]</p>	<p>« Les masses de musulmans en Palestine même », composées d'« une petite minorité de dirigeants arabes [contre le sionisme] et quelque quinze millions de partisans vivant en grande partie comme des nomades »</p> <p>Aucune référence aux chrétiens ou aux autres minorités religieuses arabes</p>

Rapport à la terre	<p>« Un homme précautionneux, un homme qui aime la terre de ses ancêtres »</p> <p>« Bon colonisateur et administrateur compétent »</p> <p>Un « fermier [<i>husbandman</i>] » : « il plante (...) il irrigue la terre. »</p>	<p>« Envahisseurs nomades »,</p> <p>« Ennemis des arbres »,</p> <p>« Pères du désert⁶⁷ »</p>
Degré de loyauté à l'Empire britannique	<p>Alliés dans l'effort de guerre [1914–1918] ayant fait montre d'un engagement loyal au sein de l'armée canadienne</p> <p>« En raison de l'amitié traditionnelle du peuple britannique pour les Juifs, les colons juifs en terre d'Israël ont toujours pensé que leur avenir s'inscrirait dans le cadre du Commonwealth et de l'Empire britannique. »</p>	<p>« Un vide militaire : ils sont impuissants et représentent une invitation à la conquête, ouverte à tout agresseur bien armé »</p> <p>« Un lapin poursuivi par une meute de loups »</p> <p>« Les dirigeants du monde arabe sont plus étroitement liés aux milieux fasciste et nazi qu'aux démocraties »</p> <p>« Les projets arabes ont toujours prôné le développement de leurs propres États, en totale indépendance vis-à-vis de l'Empire. »</p>

À travers ces portraits en miroir inversé, E. Flavelle interpelle son auditoire en faisant appel à son jugement moral : « Lorsque vous aurez fait la comparaison entre ces deux hommes, laissez-moi vous demander s'il existe une personne sensée qui fermerait la porte de la Palestine au Juif — ce qui ne lui permettrait de devenir qu'une troisième minorité dans un État arabe, et rendrait son existence intolérable là-bas ? Je vous le demande ! ». Et à E. Flavelle de conclure qu'au nom du « bien-être humain », « il serait absurde de rendre le contrôle de la Palestine à des personnes [les Arabes] ayant un tel profil.⁶⁸ »

Le dénigrement et la déshumanisation des Arabes clairement assumés dans ces lignes ne sont pas dénués d'arrière-pensées. « Le racisme et l'impérialisme vont souvent de pair⁶⁹ ». Il s'agit en effet également pour les sionistes non-juifs canadiens de dénon-

cer les erreurs de certains représentants politiques britanniques, notamment des fonctionnaires du *Foreign Office*, considérés comme « pro-arabes » en raison d'une politique — celle du livre blanc de 1939 — qui accorderait trop de concessions aux Arabes, au détriment des intérêts de l'Empire. On pourrait ainsi avancer que pour ces sionistes, l'attachement à l'Empire prévaut sur la politique menée par le gouvernement britannique, et cela, en raison d'un absolu qui résiderait dans la cause sioniste : le maintien de la paix mondiale et l'intérêt public. S'adressant devant la ZOC en 1946, E. Flavelle affirme que la constitution d'un foyer national juif est « un sujet qui a trait au maintien de la paix mondiale et le monde est tout à fait dans son droit en désignant la solution [du problème juif mondial] par l'intermédiaire de l'ONU. Lorsque le propriétaire d'un terrain dans un pays quelconque fait obstacle à un projet d'intérêt public, soit par obstruction, soit par mauvais usage du sol, un processus juridique reconnu permet de le déposséder avec une compensation adéquate et de valoriser les terres dans l'intérêt public.⁷⁰ »

Entre l'Ouest et l'Est : les sionistes chrétiens se projettent

Ces portraits ne sauraient être complets sans évoquer la manière dont les sionistes non-juifs canadiens se représentent le Juif et l'Arabe, en rapport à eux-mêmes et à leur propre culture. Se dessine alors un rapport entre l'Orient et l'Occident qu'il est important de saisir afin d'appréhender le projet de restauration d'un État juif dans toute sa complexité.

D'un côté, l'Arabe — ou plutôt « les envahisseurs nomades [qui ont avec] leurs chèvres travaillé main dans la main avec l'érosion pour détruire la fertilité des terres » — est désigné par les sionistes chrétiens comme un Autre totalement autre, ne possédant rien de commun avec eux, voire comme une présence nocive pour la vie en Palestine. Le Juif, quant à lui, est à la fois autre et semblable : « un pont naturel entre l'Orient et l'Occident », « des Orientaux, comme les Arabes » mais se situant en même temps « au centre de la tradition culturelle occidentale⁷¹ ». Face à l'Arabe qui engendre le désert hostile, le Juif fait figure alors de fils élu qui, en foulant la Terre promise, fait renaître la vie.

Le recours à la métaphore du « pont » entre l'Orient et l'Occident est une forme de reconnaissance, au moyen d'une figure de style, d'un héritage culturel et religieux commun entre chrétiens et Juifs. Mais plus qu'un héritage commun, les chrétiens sionistes nourrissent envers les Juifs une apparente sympathie et un sentiment de proximité tel que l'on peut percevoir chez eux un processus d'identification-idéalisation⁷² vis-à-vis des Juifs. Ce processus décrit par le psychanalyste Erik Erikson transparaît dans le discours d'E. Flavelle qui en donne une illustration avec la reprise d'une allocution de Lord Tweedsmuir, gouverneur général du Canada (1935-1940) lors d'un diner organisé par la *Zionist organisation of Canada*, à Montréal en avril 1936. Fier de ses origines écossaises, Lord Tweedsmuir y présente en miroir l'errance du

peuple écossais — persécuté par les Anglais pour des raisons politiques et religieuses — et celle du peuple juif : « Nous, les Écossais, comme les Juifs ». Une manière pour le gouverneur général de témoigner son empathie et une proximité singulière avec la condition historique du peuple juif :

Le Juif n'a jamais oublié Jérusalem, mais jusqu'à il y a quelques années, sa Terre sainte n'était qu'une inspiration, et un rêve. Aujourd'hui, elle est en train de devenir une réalité. Peut-être cela plaira-t-il particulièrement à un Écossais, car nous, les Écossais, comme les Juifs, avons toujours été une race errante, dispersée dans toutes les parties du globe. Mais dans nos errances, nous avons toujours eu l'Écosse derrière nous, notre mère patrie, le sanctuaire de nos sentiments et de nos souvenirs. N'est-il pas juste et approprié que les Juifs, après de longues errances, retrouvent leur patrie ?⁷³

La reprise de ce discours par E. Flavelle confirme plus largement l'influence de l'imaginaire biblique chez les sionistes chrétiens qui leur fait associer le peuple juif contemporain au peuple hébreu de la Bible (ou bien à l'Israël biblique). Un peuple en exil, mais aussi choisi par Dieu qui a scellé une alliance avec lui. Cette représentation idéalisée des Juifs contemporains rejaillit en retour sur quelques chrétiens, qui se définissent culturellement et racialement comme anglo-saxons et celtes, et à ce titre, se considèrent à l'instar du peuple hébreu comme objet d'une élection divine. Une élection dont la prospérité et la puissance de l'Empire britannique seraient, à leurs yeux, les signes manifestes.

Ce mouvement de projection de soi dans un autre idéalisé, se trouve être au cœur de l'engagement de chrétiens à la cause sioniste⁷⁴. Dans les discours du CPC, c'est bien autour de cette logique d'identification que semblent s'articuler les valeurs et principes moraux qui viennent éclairer le « challenge » moral que représente la Palestine, et encourager, en réponse, un engagement politique fort en faveur de la restauration d'un État juif. Il n'en reste pas moins qu'une identification-idéalisation implique un écart entre la réalité de l'autre et la représentation qu'on peut en avoir. Et c'est dans cet écart que se développe un rapport complexe à l'altérité, en l'occurrence juive. Les ambiguïtés — nombreuses —, et les ambivalences antisémites — plus rares — présentes dans les relations entre chrétiens et Juifs, en particulier dans la défense du sionisme, ne sont pas évoquées dans les discours cités ici. Si les raisons semblent évidentes, ce qui n'est pas dit ne doit pas être ignoré pour autant⁷⁵.

Cet écart entre idéalisation et réalité dans la représentation des Juifs chez les chrétiens sionistes interroge l'idée même de restauration, aucune restauration n'étant véritablement possible. Autrement dit, la question qui se pose est celle de la représentation, et donc de la définition de ce qui doit être restauré. De quoi parlent les chrétiens sionistes lorsqu'ils évoquent la restauration d'Israël — ou des Juifs — sur

la terre biblique et ancestrale? Défendent-ils réellement les Juifs ou la représentation qu'ils s'en font, autrement dit la part de semblable qu'ils projettent sur eux? Sont-ils engagés pour la restauration d'un État juif pour les Juifs ou est-ce une manière, en projetant leur combat dans un « ailleurs » qui fait coïncider la Palestine et l'Israël biblique si familière, de défendre un idéal civilisationnel qu'ils souhaiteraient conserver ou rétablir chez eux, c'est-à-dire au Canada? Seul un regard sur l'évolution du sionisme chrétien jusqu'au début du XXI^e siècle permettrait d'apporter une réponse à ces interrogations.

Du reste, dans les discours du CPC qui incarnent à leur manière le point de vue sioniste chrétien au Canada dans les années 1940, ce n'est pas tant la lutte pour un territoire, ni même l'affrontement entre nationalismes qui occupent le cœur des propos [les Arabes ne figurent jamais comme une force politique aux revendications nationalistes], mais bien la définition/opposition des Juifs et des Arabes en termes religieux ou en tant que membres de races définies « scientifiquement ». Dans son ouvrage *Defining Neighbors*, Jonathan Gribetz s'est employé à démontrer comment, à partir de la première moitié du XX^e siècle, les communautés présentes en Palestine, auxquelles nous pourrions ajouter ici les chrétiens sionistes canadiens, « se percevaient les unes les autres, non pas comme des étrangers se disputant la possession d'une terre que chacun considérerait comme exclusivement la sienne, mais plutôt comme des personnes qui partageaient entre elles une certaine familiarité, parfois mythifiée ou déformée. »⁷⁶ Il s'agit là d'une donnée essentielle non seulement à la compréhension des relations entre Juifs, chrétiens et Arabes de cette époque, mais aussi à la réflexion pour une médiation plus adéquate du conflit israélo-palestinien. Un conflit qui reste le plus souvent appréhendé de manière réductrice, encore aujourd'hui, comme le fruit d'une concurrence traditionnelle entre deux nationalismes.

Conclusion

Au début des années 1940, les principales organisations sionistes juives canadiennes décident de changer de stratégie et optent pour une politique de relations publiques dont l'objectif est de défendre le projet sioniste auprès des autorités canadiennes pour qu'elles appuient leurs positions auprès du gouvernement britannique, chargé du mandat de la SDN en Palestine. Alors qu'en Europe, les nazis ont entrepris d'exterminer les Juifs, l'urgence pour les sionistes est de lever les restrictions migratoires imposées par les Britanniques à l'égard des réfugiés juifs en Palestine. L'un des moyens les plus efficaces à leurs yeux est de canaliser au mieux la sympathie d'une partie des chrétiens canadiens, majoritairement protestants et anglophones, déjà acquise grâce à une culture biblique forte et largement répandue. La *Zionist Organisation of Canada*, dirigée par Samuel Zacks, et le *United Zionist Council*, placés sous la houlette de Harry Batshaw choisissent à cette fin d'instaurer deux comités :

le *Canadian Palestine Committee* (CPC) et le *Christian Council for Palestine* (CCP). Financés par des sionistes juifs, ces deux comités sont composés uniquement de « non juifs ». À leur tête, Herbert Mowat et Ellsworth Flavelle ont parcouru le Canada afin de rencontrer diverses personnalités, membres de l'élite politique, religieuse et économique du pays et d'y établir ainsi des sous-comités.

En impulsant et en finançant deux structures composées et gérées uniquement par des non-juifs, les sionistes juifs canadiens ont ainsi permis à quelques-uns de leurs compatriotes chrétiens de s'organiser et de concourir plus efficacement par « leur subsistance morale » à la réalisation de l'idéal sioniste tel qu'ils se le représentaient. C'est donc par cette logique d'aide matérielle et logistique qu'il faut comprendre ce que Bernard Figler désigne comme « la contribution matérielle [*material means*] » des Juifs canadiens au sionisme.

Seuls à prendre la parole — les membres des comités étant plutôt invités à faire des dons ou à diffuser une documentation pro-sioniste —, H. Mowat et E. Flavelle portent à eux seuls le discours sioniste chrétien canadien durant les années 1940. À ceux qui s'interrogent sur les motivations de l'engagement sioniste d'un non-Juif, ils invoquent le défi humanitaire et moral que représente l'urgence des réfugiés juifs en Palestine. Mais c'est davantage la défense morale des intérêts de l'Empire britannique qui sert de motif pour mobiliser les non-Juifs canadiens, et qui dans le même temps nourrit la convergence entre sionistes, Juifs et chrétiens. Quant au projet sioniste en lui-même, c'est-à-dire, l'instauration d'un foyer national juif en Palestine — conçu par les sionistes canadiens sans partition avec un statut de dominion du Commonwealth jusqu'à l'été 1947 — il est défendu au « nom du bien commun » : face aux masses de nomades que sont les Arabes, responsables, avec leurs chèvres de la désertification du pays, le Juif — « bon colon colonisateur » et « homme précautionneux qui aime la terre de ses ancêtres », et loyal à l'Empire britannique — apparaît comme le seul être légitime à pouvoir faire fructifier de nouveau la Palestine. La convergence manifeste entre juifs et chrétiens dans la promotion du sionisme semble, en apparence, ne souffrir d'aucune ombre ou interrogation. Cependant, les représentations idéales du Juif ou même l'identification idéaliste des sionistes chrétiens sont le signe d'une absence de dialogue véritable. En effet, si la convergence entre eux est manifeste, on ne peut parler, du moins dans les années 1940, de vraie rencontre entre Juifs et chrétiens, ni d'un approfondissement de leur connaissance mutuelle. La dynamique du dialogue interreligieux et interculturel — au détriment de la mission de conversion des Juifs — ne prendra son essor, pour les Églises protestantes comme pour l'Église catholique, qu'à partir du début des années 1960 grâce aux réformes du concile Vatican II.

1

Bernard Figler, *History of the Zionist Ideal in Canada* (reprinted from *The Canadian Jewish Chronicle*, November 3–17, 1961), Montreal, The Eagle Publishing and Co, p. 13.

2

Bernard Figler (1900–1980) est alors *National Executive Secretary of the Jewish National Fund* au Canada. Il fut également *Program and Field Director of the Zionist Organization of Canada*, *editor of the Canadian Zionist, Executive Director of the Zionist Order Habonim*, et *Executive Director of the Canadian Young Judaea* (le plus grand mouvement de jeunesse sioniste au Canada).

3

Parmi les rares ouvrages consacrés à l'histoire du sionisme au Canada, plusieurs reconnaissent tout autant le rôle important et précoce joué par quelques chrétiens canadiens. Cf. David J. Azrieli, Joe King, Gil Troy. *Rekindling the torch: the story of Canadian Zionism*, Toronto, Key Porter Books, 2008; Ron Dart. *Canadian Christian Zionism: a tangled tale*, Dewdney, BC, Synaxis Press, 2013.

4

Cf. « Haine monothéiste » dans Pascal Ory. *De la haine du juif*. Paris, Bouquins, 2021, p. 49–75.

5

Voir à ce sujet l'intervention de Pierre Ancil dans la série documentaire « 39–45 en sol canadien » (saison 1, épisode 9 : « Antisémites, nous aussi », 2021, 48 min), diffusé sur la chaîne TV5. URL : <https://www.tv5unis.ca/videos/39-45-en-sol-canadien/saisons/1/episodes/9> (consulté le 17/07/2021).

6

Bernard Figler, *Op. cit.*, p.7, traduction libre.

7

David W. Schmidt, *Partners Together in this Great Enterprise. The Role of Christian Zionism in the Foreign Policies of Britain and America in the Twentieth Century*, USA, Xulon Press, 2011.

8

'In his speech, he [Balfour] linked the fortunes of the British Empire to those of the Jewish people. Balfour not only referred to a political tie, but to a deeper spiritual bond. The foundational concept of his speech was, "We are part-

ners together in this great enterprise". Balfour told his Jewish audience, "If we fail you, you cannot succeed. If you fail us, you cannot succeed. But I feel assured that we shall not fail you and that you will not fail us; and if I am right, as I am sure I am, in this prophecy of hope and confidence, then surely we may look forward with a happy gaze to degree of success, be made a home for the Jewish People". Cf. David W. Schmidt, *Op. cit.*, p. v.

9

Stephen Scheinberg a été co-président de *Canadian Friends of Peace Now*, 'la plus grande organisation juive canadienne à vocation sioniste engagée entièrement à promouvoir la paix entre Israël et la Palestine grâce à une solution à deux états' (cf. site internet de Peace Now Canada, consulté le 15 décembre 2020. URL : <https://www.peacenowcanada.org/fr/>). Actif pendant plus de 20 ans au sein de *B'nai Brith Canada*, président de la Ligue des droits de l'Homme de l'organisation, il a quitté la direction en 2005 « pour protester contre un virage à droite de l'organisation ». Cf. Luc Chartrand, « Un juif se vide le cœur », *L'Actualité*, 4/05/2010. URL : <https://lactualite.com/societe/un-juif-se-vide-le-coeur/> (consulté le 21/07/2021)

10

Cette stratégie d'alliance est en partie documentée par Marci MacDonald dans son enquête *Le facteur Armageddon. La montée de la droite chrétienne au Canada*. Montréal, Stanké, 2011, p. 349–379.

11

Stephen Scheinberg. « Partners for Imperium: B'nai Brith Canada and the Christian Right ». *The Canadian Charger* (22/09/2013).

12

Bernard Figler, *Op. cit.*, p. 7, traduction libre.

13

Ibid., p. 8.

14

Les références archivistiques sont indiquées en bas de page. Que soient ici remerciées chaleureusement Janice Rosen, directrices des *Archives juives canadiennes Alex Dworkin*, ainsi qu'Hélène Vallée, assistante archivist, pour leur accueil et leur aide.

15

Le livre blanc de 1931 est une série de lois et de mesures adoptée par le gouvernement britannique en réponse à la Grande révolte arabe (1936–1939) contre le mandat britannique et l'immigration juive en Palestine. Il prévoit entre autres la limitation de l'immigration juive à 75 000 personnes sur cinq ans pour assurer que la population juive ne dépasse pas un tiers de la population du pays. Cette mesure provoque de vives réactions de la part des organisations sionistes dans le monde. En Palestine, l'Irgoun — organisation armée de la droite sioniste fondée en 1931 — commet une vague d'attentats antibritanniques. Malgré cette mobilisation politique parfois violente, les restrictions migratoires ne prendront fin qu'au moment de la création de l'État d'Israël en 1948.

16

Cf. Paul C. Merkley, *The Politics of Christian Zionism 1891 – 1948*, London, Frank Cass, 1998 ; Claude Duvernoy, *Le Prince et le Prophète*, Vannes, Édition KEREN ISRAEL, 1996 ; Jerry Klinger. 'Reverend William H. Hechler – The Christian minister who legitimized Theodor Herzl', *The Jewish Magazine* (July 2010), http://www.jewishmag.com/145mag/herzl_hechler/herzl_hechler.htm (consulté le 27/09/2019)

17

Cette situation s'explique principalement par le fait que « la communauté juive canadienne était plus uniforme que celle des États-Unis, étant presque exclusivement composée de Juifs d'Europe de l'Est qui étaient principalement orthodoxes dans leur religion et plus sionistes en politique que les Juifs d'Europe occidentale », cité dans David Bercuson, *Canada and the Birth of Israel : A study in Canadian Foreign Policy*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1985, p. 15. Voir aussi Michael Brown. « Divergent Paths: Early Zionism in Canada and the United States ». *Jewish Social Studies*, Vol. 44, n° 2, 1982, p. 149–168. Cependant, d'importantes personnalités juives canadiennes, comme le rabbin Yudel Rosenberg (1860–1935) ont ouvertement critiqué l'idéologie sioniste tout en considérant positivement la Déclaration Balfour et l'achat de terres pour l'installation de Juifs en Palestine. Cf. Ira Robinson. *A Kabbalist in Montreal: The Life and Times of Rabbi Yudel Rosenberg*, New-York, Touro University Press, 2020.

18

Le sionisme révisionniste est un courant du mouvement sioniste pensé et mené par Zeev Jabotinsky (1880–1940) à partir de 1925. Les révisionnistes s'opposent fermement à la politique mandataire de la Grande-Bretagne. En réaction à l'attitude de Chaïm Weizman qu'ils jugent trop conciliante envers les Britanniques, ils prônent une politique plus dure et sont à l'origine de la création de l'Irgoun (1931), une organisation d'autodéfense juive clandestine qui a commis des vagues d'attentats anti-arabes et anti-britanniques à partir de 1939.

19

Fondé en 1902 à Vilnius, le Mizrahi est la première organisation sioniste religieuse qui associe judaïsme orthodoxe et sionisme. Contrairement à la majorité des Juifs orthodoxes de l'époque, les membres de cette organisation estiment qu'une part de la rédemption des Juifs est entre leurs mains et non seulement dans les mains de Dieu. Rassembler les Juifs en Terre d'Israël et promouvoir activement la création d'un État juif est pour eux un devoir religieux.

20

David Bercuson, *Op. Cit.*, p. 16.

21

Zachariah Kay. 'Prelude to Statehood', *The Canadian Zionist* (septembre 1983), p. 9. Pour une analyse plus large des rapports historiques et religieux entre christianisme et judaïsme autour de la question du sionisme, lire Yakov M. Rabkin, « Religious Roots of a Political Ideology: Judaism and Christianity at the cradle of Zionism », *Mediterranean Review*, Vol. 5, n°1, (June 2012), p. 75–100.

22

Lionel Ifrah, *Sion et Albion : juifs et puritains attendent le Messie*, Paris, Honoré Champion, 2006.

23

On peut citer entre autres l'exemple du Rev. J. W. Beaumont, pasteur anglican de l'Ontario, qui publia en 1876 une lettre d'une dizaine de pages intitulée *Judea for the Jews under a Joint Protectorate of the Great Powers of Europe, a Letter Addressed to the Rt. Hon. Benjamin D'Israeli, Her Majesty's Prime Minister*, ou encore l'engagement marqué d'Henry Wentworth Monk (1827–1896) pour l'abolition de la guerre par l'établissement d'un nouvel

ordre mondial — les « nations unies » — qui garantirait la paix et la justice grâce à un tribunal international basé à Jérusalem, capitale de l'État juif qu'il faut, selon lui, restaurer conformément aux prophéties bibliques. Cf. *Canadian Jewish Archives*, n°32, 1983, p. 196–205.

24

Il convient cependant de souligner que cette sympathie des chrétiens à l'égard du sionisme ne s'est pas manifestée de manière globale et unanime au sein des différentes Églises chrétiennes. Grégory Baum (1923–2017), théologien catholique canadien, spécialiste de l'œcuménisme et expert lors du Concile Vatican II a retracé tout en contraste les conséquences de la Shoah et de la création de l'État d'Israël sur le dialogue judéo-chrétien, en particulier au Canada, tout au long du XX^e siècle. Cf. Baum, G, « Jewish-Christian Dialogue under the Shadow of the Israeli-Palestinian Conflict », *Théologiques*, Vol. 11, no 1 – 2, 2003, p. 205–221.

25

Sur les différences de nature mais aussi d'appréciation historiographique de l'antisémitisme au Canada anglais et au Canada français, lire Pierre Ancil et Ira Robinson. « Introduction. L'antisémitisme au Québec », *Globe*, vol. 18, no 1, 2015, p. 13–17.

26

Michael G. Brown, *Op. cit.*, p. 161.

27

Ibid.

28

Gerald Tulchinsky, *Canada's Jews. A People Journey*. University of Toronto Press, 2008, p.166.

29

Cette organisation devient la *Zionist Organisation of Canada* de 1921 à 1978. 30 Michael G. Brown. *Op. cit.*, p. 158, traduction libre.

31

En 1941, le Canada compte près de 150 000 juifs pour une population canadienne qui comprend alors 11 500 000 habitants, soit 1,3 % de la population totale. Cf. L. Rosenberg. « The Jewish Population of Canada: A Statistical Summary from 1850 to 1943 », *AJYB* 48 [1946–1947], 35.

32

David Bercuson. *Op. cit.*, p. 194, traduction libre.

33

Bernard Figler. *Op. cit.*, p. 8, traduction libre.

34

Ibid.

35

Pierre Ancil, *Trajectoires juives au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010.

36

Entre 1933 et 1947, seulement cinq mille réfugiés juifs sont entrés au Canada entre 1933 et 1945. Les restrictions migratoires ne seront levées qu'en 1948, ce qui permettra l'accueil de près de quarante mille survivants de la Shoah.

37

Irving M. Abella, Harold Martin Troper, *None is too many: Canada and the Jews of Europe, 1933–1948* (1982), Toronto, Buffalo, University of Toronto Press, 2012.

38

Le 7 novembre 2018, le premier ministre Justin Trudeau a solennellement présenté ses excuses au nom du Canada pour le refus du gouvernement de l'époque d'accueillir ces réfugiés. Cf. Irving Abella. « Canada still has much to learn from None is Too many », *The Globe and Mail*, 26 février 2013.

39

Voir note 15.

40

David Bercuson, *Op. cit.*, p. 14, Traduction libre.

41

Zachariah Kay, *Canada & Palestine: The Politics of Non-commitment*, Jerusalem, Israel Universities Press, 1978.

42

David Bercuson, *Op. cit.*, p. 16.

43

Tulchinsky, *Op. cit.*, p. 353.

44

Ibid., p. 351.

45

Ces deux entités américaines ont fusionné en 1946 pour devenir l'*American Christian Palestine Committee*.

46

BAC MG 30, C144, Samuel Zacks Papers, vol. 10, « Canadian Palestine Committee, 1944 ».

47

Au cours de l'année 1943–1944, H. Janes accompagné du rabbin Harry Stern du Emmanuel Temple de Montréal ont organisé de nombreuses rencontres, donné des conférences ou diffusé des écrits « pro-sionistes » dans tout le Canada afin d'influencer les religieux canadiens, principalement protestants anglophone, mais aussi catholiques. (BAC MG 30, C144, Samuel Zacks Papers, vol. 10, « Henry Janes » et vol. 2, Zacks to Dorfman, 16 décembre 1943). Des listes de centaines de religieux ont été établis. Être membre du *Christian Palestine for Palestine* se résumait la plupart du temps à donner son accord pour faire figurer son nom sur la liste des membres. Certains d'entre eux ont cependant pu aider l'action du comité par des dons ou en diffusant de la documentation envoyée par les leaders du comité pour qu'ils influencent à leur tour leur cercle de relations.

48

Le *World Palestine Committee* était composé de trente organisations similaires au CPC, représentants trente pays différents, dont les membres étaient également non-Juifs.

49

Bernard Figler, *Op. cit.*, p. 8–9.

50

Le *Canadian Palestine Committee* et le *Christian Council for Palestine* fonctionnent exclusivement en anglais et leurs membres sont essentiellement des Canadiens anglais. Un tract de présentation du CPC daté de 1945–1946, rédigé en français témoigne d'un effort de communication en direction de la population francophone. [AJC CJC-ZG/JCZ Box 2 Canada Israel, file 15, Canadian Palestine Committee]. Ce document s'avère n'être qu'une simple traduction, par ailleurs perfectible, de la version originale en anglais. L'argumentaire ne diffère pas de l'original, et, de ce fait, ne démontre ni ciblage, ni adaptation du discours sioniste chrétien canadien pour un public canadien français : « En pays chrétiens, particulière-

ment dans ceux de langue anglaise, l'opinion publique se prononce nettement en faveur de ce projet d'une patrie juive. (...) les Juifs ont conquis l'appui du peuple britannique de bonne volonté dans leurs efforts pour maintenir largement ouvertes à l'immigration sémitique les portes de la Palestine ». Par ailleurs, la liste des membres du CPC qui figure dans ce tract fait état d'environ un quart de résidents au Québec (dans le tract en français, une section « membres au Québec » figure avant la « liste [totale] des membres », dont un tiers possède un nom francophone).

51

« A Proposal for a Canadian Palestine Committee », AJC CJC ZG/ JC-Z, Canada Israel, box 2, file 15, p. 2–3.

52

Des représentants de l'Agence juive, du *Yishuv* et de l'*American Zionist Emergency Committee* se sont rencontrés en mai 1942 au Biltmore Hotel de New York dans le but de reconsidérer les objectifs du mouvement sioniste. À la suite de cette rencontre, désignée depuis comme la « Conférence Biltmore », « les dirigeants sionistes, en particulier en Palestine et aux États-Unis, ont conclu que rien de moins qu'un État pleinement souverain n'était nécessaire si le foyer national juif devait avoir un avenir et s'il devait servir de refuge contre la persécution. Ils ont appelé à un contrôle total de l'Agence juive sur l'immigration en Palestine et ont exigé que "la Palestine soit établie comme un Commonwealth juif intégré dans la structure du nouveau monde démocratique" ». cf. David Bercuson, *Op. cit.*, p. 195.

53

David Bercuson, *Op. cit.*, p. 22.

54

La désignation « patrie nationale juive » est utilisée dans la version française du tract de présentation du *Canadian Palestine Committee*, comme traduction de « Jewish national home ».

55

Cf. Brochure de présentation du CPC (1945–46), AJC CJC-ZG /JCZ, Canada Israel, box 2, file 15 'Canadian Palestine Committee'.

56

Ibid.

57

Parmi la « littérature » diffusée figurent des romans ou récits de voyage en Palestine écrits par des non-Juifs sélectionnés ou commandés par un comité des publications. Une biographie d'Henry Wentworth Monk, considéré comme un pionnier du sionisme au Canada, est publiée par Richard S. Lambert, *For the time is at hand : an account of the prophesies of Henry Wentworth Monk of Ottawa, friend of the Jews, and pioneer of world peace*. Toronto, The Reyerson Press, 1948; avec le soutien personnel de Samuel Zacks, président de la ZOC, approuvé par le Public relations committee on pro-Palestine le 17 juin 1945 : « Mr. Zacks reported that he was sponsoring at his own expense a book by Mr. R.S. Lambert of the C.B.C. on the life of Henry Wentworth Monk, the first Canadian Zionist. Monk was possibly the first non-Jew as an out and out Zionist to command world-wide attention. Mr. Zacks stated he was arranging to put the book out in a cheap edition for popular circulation. Any profits from the sale of this book would be turned over to the Zionist Organization of Canada. It was rated by Mr. Zacks as purely a cost proposition for which he assumed responsibility. This action of Mr. Zacks met with the approval of the meeting », (AJC CJC ZA, 1945, box 8, file 137).

58

David Bercuson, *Op. cit.*, p. 26.

59

Dans une lettre adressée au premier ministre King, datée du 9 octobre 1945, E. Flavelle dénombre soixante-six parlementaires, dont douze sénateurs, comme membres du CPC (BAC MG 26, 14. William Mackenzie King Papers, Ellsworth Flavelle à King, 9 octobre 1945).

60

Cf. Bercuson, *Op. cit.*, p. 27 ; Dans un éditorial publié le 3 décembre 1938, le directeur du *Devoir*, Georges Pelletier, fait part de son hostilité face aux migrants venus d'Europe et en particulier de sa méfiance envers les Juifs allemands qu'il juge inassimilables. Il est préférable selon lui de privilégier les intérêts des Québécois : « Nous en avons accueilli jadis des milliers de Russie et d'Europe centrale. Pourquoi recevoir de surplus de ceux de l'Allemagne naziste ? (...) Nous avons de nos problèmes tant qu'il faut, à commencer par notre problème juif. » (Éditorial reproduit dans Pierre Ancil, *A chacun ses Juifs — 60 éditoriaux pour comprendre la position du « Devoir »*

à l'égard des Juifs, 1910–1947, Québec, Septentrion, 2014.

61

Discours de Sir E. Flavelle, « *The challenge of Palestine* », 7 juin 1945, Montréal (AJC, CJC0001 ; ZB, Dossier Flavelle Sir Ellsworth), p. 1.

62

En référence à la parabole du Bon Samaritain : Luc 10:25–37.

63

Cf. « *The challenge of Palestine* » (7 juin 1945). *Op.cit.*, p. 1.

64

Ibid.

65

« Il n'y a rien de mal dans le jugement et les actions de l'écrasante majorité des peuples anglophones, lorsqu'ils ont les faits — tous les faits — devant eux. Le sort de la Palestine dépend de la bonne volonté des peuples anglophones. » Cf. « *The challenge of Palestine* » (7 juin 1945), *Op.cit.*, p. 12–13, traduction libre.

66

Les citations, librement traduites, qui figurent dans ce tableau sont extraites du discours « *The challenge of Palestine* » (7 juin 1945), les mêmes motifs sont déclinés dans des termes similaires dans les deux discours postérieurs retenus pour cette analyse. Ces citations sont volontairement réduites, mais peuvent être lues, pour certaines, dans une version plus longue en note de bas de page lorsque cela est pertinent.

67

« Ces envahisseurs nomades se sont toujours montrés comme les ennemis des arbres (...). On parle des nomades arabes comme des "fils du désert", mais compte tenu des déserts qu'ils ont créés avec leurs chèvres, il serait plus juste de les appeler "pères du désert". Ils plantent leurs tentes noires en forme de chauve-souris parmi les ruines de la magnificence du passé et laissent les terrasses s'effondrer et les sols se délayer et s'appauvrir. (...) Ils pratiquent une agriculture de type néolithique, car ils sont toujours en mouvement et n'ont guère envie ou intérêt à protéger les sols qui s'amenuisent. » Une citation reprise par E. Flavelle de Walter C. Lowdermilk (1888–1974), chrétien sioniste

américain et défenseur de l'environnement, actif dans le monde entier.

68

« *The challenge of Palestine* », *Op. cit.*, p. 8.

69

Cf. Avi Shlaim, keynote 'Britain and Palestine: From Balfour to May', lors de la conférence *The British Legacy in Palestine: Balfour and Beyond* organisée au Palestinian National Theatre, le 2 novembre 2017.

70

Cf. « *Palestine and Justice to the Jewish National Home* ». An address by Sir Ellsworth Flavelle, Bart., [National Chairman, Canadian Palestine Committee, Chairman, World Committee for Palestine] at the luncheon of the Zionist Organization of Canada Convention at the Crystal Ballroom, King Edward Hotel, Toronto, on Sunday, January 27, 1946. CJC-ZG/JC-Z. Canada Israel. Box 2, file 15 «CPC», p. 3.

71

« Messieurs, à mes yeux, le Juif est le pont naturel entre l'Est et l'Ouest. Si la Palestine doit être une communauté vivante et prospère, elle ne peut l'être que par l'afflux de capitaux juifs, de cerveaux juifs, car les Juifs sont des Orientaux, comme les Arabes, et en même temps, ils sont au centre de la tradition culturelle occidentale. » Citation par E. Flavelle de Lord Tweedsmuir, Cf. « *The challenge of Palestine* ». *Op. cit.*, p. 10–11.

72

Dans une perspective développementaliste et psychosociale, le psychanalyste Erik Erikson (1902–1994) souligne l'existence d'un fil conducteur qui guide tout le développement de l'identité : l'identification. Cette identification peut être totale ou partielle, elle s'attache à une figure idéalement interprétée. L'identification s'accompagne donc d'un processus d'idéalisation : à partir de l'expérience personnelle, certains éléments [comme les valeurs, gestes, attitudes] sont sélectionnés puis intégrés et deviennent finalement des éléments constitutifs de l'identité. Cette théorie offre une clé de lecture des entrelacements entre le social et le psychologique, l'histoire individuelle et l'histoire collective, particulièrement présents chez les sionistes chrétiens engagés. Cf. Erik H. Erikson, *Identity and the Life Cycle*, W. W. Norton and Company, 1997, 192 p.

73

Citation de Lord Tweedsmuir. Cf. « *The challenge of Palestine* », *Op. cit.*, p. 10–11.

74

Cette identification-idéalisation culmine de nos jours dans l'affirmation lancée par John Hagee, leader influent de l'organisation américaine *Christians United for Israel* (CUFI) : « Je suis un israélien ». Cf. Sean Durbin. 'I am an Israeli' : Christian Zionism as American redemption', *Culture and Religion*, vol. 14, n° 3 (2013), p. 324–347.

75

Cf. Yaacov Ariel, *Philosemites or Antisemites? Evangelical Christian Attitudes toward Jews, Judaism and the State of Israel*, Jerusalem, Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism, 2002.

76

Jonathan Marc Gribetz, *Defining Neighbors: Religion, Race, and the Early Zionist-Arab Encounter*, Princeton, Princeton University Press, 2014.